

La France au cœur de la tempête

Yves Dimicoli

Loin de protéger la France du ralentissement mondial de l'activité, à partir des Etats-Unis, la politique de Sarkozy fait au contraire activement contribuer notre pays aux difficultés européennes et mondiales, envenimant ses principales fragilités accentuées au cours des 25 dernières années : la faiblesse de l'emploi en quantité et qualité, sur un fond de chômage de masse durable plus important qu'ailleurs dans la zone euro ; l'insuffisance de la demande intérieure et des qualifications avec des salaires au pouvoir d'achat laminé par les politiques patronales, la précarisation généralisée et la hausse des prix des produits et services nécessaires ; l'inefficacité croissante des productions nationales rongées par le cancer financier des opérations boursières, des prélèvements bancaires et de marché et par les exportations excessives de capitaux, dont des délocalisations. La politique de Sarkozy conduit la France vers de très graves difficultés.

La France est particulièrement en difficulté au sein de la zone euro. La politique mise en œuvre par Sarkozy depuis juillet 2007 coïncide exactement avec l'éclatement et le développement de la crise financière internationale à partir du krach du marché des crédits hypothécaires risqués (subprimes) aux Etats-Unis. Cette politique a-t-elle protégée la France des turbulences internationales ou en a-t-elle fait un contributeur actif ? A-t-elle permis « d'aller chercher le point de croissance qui manque à la France » selon les termes même de l'hôte de l'Élysée ?

Le gouvernement Fillon s'est tellement inscrit dans ce volontarisme verbal du Président de la République qu'il n'a pas hésité, lors du débat de printemps sur l'orientation des finances publiques, à retenir une hypothèse de croissance du PIB de 1,7% à 2% pour 2008 et de 1,75 à 2,5 pour 2009.

En réalité, la performance enregistrée par la France au deuxième trimestre 2008 (0,3%), comme la prévision de l'INSEE pour toute l'année 2008 (1,6%), sans doute un peu optimiste elle-même (certains prévisionnistes n'anticipant qu'une croissance de l'ordre de 1%) montrent combien ses hypothèses ne correspondent pas à la réalité.

1 - Au bord de la récession

Le coup de trompette triomphale envoyé par le gouvernement, après les performances pas trop médiocres du 1er trimestre 2008, visait à illusionner : La France, à l'image de l'Allemagne, pourrait résister au ralentissement mondial.

Aujourd'hui, comme le relève l'INSEE dans sa dernière note de conjoncture (1), « cette perspective s'est évanouie ». L'institut estime qu'après la progression du 1^{er} trimestre, le PIB augmenterait de 0,2% au printemps, stagnerait pendant l'été, puis s'accroîtrait de 0,2% au 4^{ème} trimestre. La croissance devrait rester très modérée (de 0 à 0,2% par trimestre) d'ici à la fin 2008, l'année pouvant se terminer sur une croissance moyenne annuelle de 1,6% après 2,1% en 2007 et 2,4% en 2006. Sans doute, cette prévision de l'INSEE pourrait être,

elle-même, trop optimiste, puisqu'elle intègre l'hypothèse que la croissance du PIB aurait été de 0,2% au printemps, alors qu'elle s'est avérée négative (-0,3%).

La France « flirte » donc avec la récession technique (2 trimestres successifs de croissance négative).

La principale cause de ces évolutions tient au « *vif freinage des dépenses des ménages* ». Les dépenses totales (consommation et achats de logements) n'augmenteraient, en effet, que de 1,1% par rapport à 2007, soit la plus mauvaise performance depuis 1997.

C'est la dégradation de l'emploi, sur fond de chômage et de précarisation massive, conjuguée à la hausse des prix des postes de dépenses nécessaires (notamment alimentation et énergie), à la faiblesse rémanente des salaires, pensions et retraites, et au durcissement des conditions du crédit bancaire, qui conduit à cette situation.

2 - Marché du travail : tous les indicateurs au rouge :

En 2007, plus de 380 000 emplois, certes précaires surtout, ont été créés dans l'ensemble de l'économie, dont 352 000 salariés dans les secteurs concurrentiels. Pour 2008, l'INSEE prévoit que les créations d'emplois seraient nettement moins nombreuses (environ 200 000 dont 193 000 salariés dans les secteurs concurrentiels). Deux raisons à cela :

- Le tassement de l'activité dans les secteurs marchands ;
- Les sorties des dispositifs de contrats aidés qui continueraient d'être supérieures aux entrées, freinant l'emploi salarié dans les secteurs non marchands.

Les dégâts seraient particulièrement lourds dans l'industrie où 72 000 emplois nets seraient détruits cette année, avec une accélération au second semestre. Au total, la réduction des effectifs s'accélérerait cette année : elle atteindrait 2%, après 1% l'an passé. **Dans la seule industrie manufacturière, l'emploi reculerait de 2,1%, après -1,4% en 2007.**

Et les services marchands continueraient, certes, de tirer l'emploi total à la hausse, mais beaucoup moins qu'en 2007 : +149 000 contre +195 000. Ainsi, **les effectifs**

n'augmenteraient que de 1,6% cette année dans le tertiaire, après 2,7% en 2007. Et il s'agira, pour l'essentiel, d'emplois très précaires.

De ce fait, le taux de chômage officiel (en définition BIT), qui est très inférieur au sous emploi réel, remonte à partir de la fin du deuxième trimestre 2008, pour atteindre, selon l'INSEE, 7,1% en fin d'année. Mais la situation risque d'être plus dégradée.

Rappelons que la France est dans le **peloton de queue des pays de l'Union européenne** pour ce qui concerne le chômage : avec 7,4% de taux de chômage (en données standardisées) en mai 2008, elle fait pire que la moyenne des pays de l'Union européenne à 27 (6,8%) et pire même que la moyenne des pays de la zone euro (7,2%).

3 - Pouvoir d'achat des salaires en berne :

Les revenus salariaux vont décélérer tout au long du 2^{ème} semestre 2008 sous l'effet de la casse de l'emploi, de la précarisation massive et de la remontée du chômage. En effet, la masse salariale versée aux ménages connaîtrait un brutal refroidissement (+ 1,8% au 2^{ème} semestre 2008 après + 2,2% au premier semestre) du fait de la dégradation de l'emploi et du refus obstiné des employeurs, du privé comme du public, de répondre aux revendications, alors que les rémunérations sont largement bloquées, depuis la fin des années 1990 !

C'est cette pression sur les revenus salariaux qui, pour l'essentiel, serait à l'origine du net ralentissement du revenu nominal des ménages : il n'augmenterait que de 1,3% au 2^{ème} semestre 2008, contre 2% au 1^{er} et 2,8% au 2^{ème} semestre 2007.

Ce ralentissement intervient alors que les prix à la consommation s'envolent, tout particulièrement ceux des produits alimentaires et de l'énergie. Au total, les prix de détail augmenteraient de 3,2% en moyenne annuelle, après 1,5% en 2007. C'est le niveau le plus élevé depuis 15 ans (3,2% en 1991).

Le salaire moyen par tête, corrigé de l'inflation (et donc en pouvoir d'achat), stagnerait dans l'ensemble de l'économie 2008, après une hausse de 1,6% en 2007.



Les prix à la consommation s'envolent.

L'Etat patron donne l'exemple : dans les administrations publiques, le salaire moyen par tête baisserait de 0,9% en termes réels (c'est à dire corrigé de l'inflation) en 2008, après avoir augmenté de 1,2% en 2007.

Dans les entreprises, le **salaire par tête réel** continuerait de chuter en 2008 (- 0,1%), après avoir diminué successivement en 2006 et 2007, la baisse s'accroissant au 4^{ème} trimestre (- 0,4%).

On mesure la nécessité d'une très grande mobilisation pour arracher des hausses générales de salaires aux employeurs du privé comme du public. Cela pourrait commencer en portant immédiatement le SMIC à 1 500 euros mensuels valeur 2007, puis se prolonger dans des négociations sur les salaires, l'emploi, les qualifications pour des augmentations générales.

4 - La demande intérieure faiblit :

Après le coup d'arrêt du 1^{er} trimestre 2008 (+ 0,1% après + 0,6% au 4^{ème} trimestre 2007), la **consommation aurait du mal à repartir**. Sa croissance serait comprise entre + 0,1% et + 0,3% par trimestre seulement.

De même, la **crise immobilière** s'accroît en France. Selon les chiffres des services de l'Équipement du ministère de l'écologie, les ventes de logements neufs ont chuté de 33,9% au 2^{ème} trimestre 2008 par rapport au même trimestre de 2007 (21 500 unités). La baisse dépasse même 50% dans 5 régions (Aquitaine, Lorraine, Midi-Pyrénées, Bourgogne, Limousin). Et les mises en chantier de logements en France ont reculé au cours de la période allant de mai à juillet pour atteindre le nombre de 107 238 seulement, soit 11,8% de moins qu'un an plus tôt. Ces évolutions pourraient entraîner un freinage plus important de la croissance économique d'ensemble.

Mais l'INSEE prévoit que **l'investissement productif** soutiendrait légèrement la demande intérieure, tout en ralentissant nettement : sa croissance passerait de 7,3% en 2007 à 4,4% en 2008. La croissance trimestrielle prévisionnelle ne serait que de +0,6% seulement au 2^{ème} semestre. Bien sur, cette prévision est entachée d'aléas. Cela concerne, notamment, le durcissement des conditions de crédit à l'investissement par les banques.

5 - Profits et crédit : du mouron pour les PME et les TPE :

En 2007, déjà, la part des profits des entreprises (sociétés non financières) dans les richesses nouvelles qu'elles produisent (valeur ajoutée) avait augmenté, atteignant 31,3% contre 31,2% en 2006. Et, déjà, y avaient largement concouru les exonérations de cotisations sociales patronales d'heures supplémentaires qui avaient compensé le recul des gains de productivité apparente du travail engendré par l'insuffisance des salaires et des qualifications.

En 2008, la part des profits augmenterait de nouveau, atteignant 31,4% de la valeur ajoutée des sociétés non financières. Ce serait du, une fois de plus, à la baisse du taux de cotisation patronale entraînée par les **exonérations d'heures supplémentaires** qui contribuerait pour +0,5 point à l'augmentation de la part des profits.

Ce serait, au total (2), plus de 20 milliards d'euros qui, dans les seules sociétés non financières, auraient été transférés des salaires vers les profits en 2007, puis, à nouveau, plus de 57 milliards d'euros en 2008. Cette année, les gains de productivité du travail rallen-

tiraient à nouveau sous l'impact de la dégradation de l'activité, mais ils seraient compensés par un ralentissement encore plus net des salaires réels du fait de la remontée du chômage.

Cette augmentation de la part des profits dans la valeur ajoutée des sociétés ne se traduirait pas par un redressement de l'investissement en France : celui-ci ralentirait avec une croissance trimestrielle inférieure à 0,6% en prévision.

Cela tiendrait au ralentissement de l'activité et à la dégradation du climat des affaires tant dans l'industrie que dans les services. Cela tiendrait aussi au fort ralentissement attendu des demandes de crédit signalé par les enquêtes de la Banque de France.

Or, ces dernières années, c'est le recours accru au crédit bancaire qui a permis aux entreprises d'accroître leurs investissements en France (et aussi beaucoup à l'étranger), alors même que le taux d'autofinancement de ces investissements baissait.

Les PME et TPE sont particulièrement exposées à de telles évolutions. Elles sont confrontées au durcissement des conditions imposées par leurs grands donneurs d'ordre qui vont jusqu'à exiger parfois leur délocalisation. Elles sont confrontées aussi au durcissement et à la sélectivité accrue des conditions de crédit dus aux pertes enregistrées par les banques sur leurs opérations spéculatives. Ainsi, dans son enquête trimestrielle sur la distribution du crédit en France de juillet 2008, la Banque de France signale que « *les banques s'attendent (...) pour la moitié d'entre elles de durcir encore leurs critères* ».

Les **banques françaises**, en effet, ont perdu quelque 16,60 milliards d'euros depuis juin 2007 à la suite de l'effondrement du marché des « subprimes » aux Etats-Unis. Simultanément, leurs capitalisations boursières ont fortement chuté, rendant plus difficile et plus coûteuse la levée par elles de fonds, sur les marchés, pour couvrir ces pertes.

En France, ce sont les banques du secteur mutualiste, **Crédit agricole** et **Natixis** en tête, qui, paradoxalement, sont les plus touchées. Cela traduit l'ampleur du divorce qui s'est développé, avec la banalisation de leurs

gestions, entre les objectifs et les valeurs mutualistes qu'elles sont toujours censées servir et leur enlèvement, au nom de la course à la rentabilité financière, dans les opérations spéculatives.

6 - Coup de froid sur les productions françaises et bataille pour baisser les coûts :

En 2008, la production de l'ensemble des branches ralentirait (+ 1,9% après + 2,5% en 2007). L'effritement de la croissance se produirait à partir du deuxième trimestre. Dans l'industrie, la production ralentirait nettement et même reculerait d'ici la fin de l'année. Au total, la production manufacturière ne croîtrait plus que de 1,6% en 2008 après + 2,3% en 2007.

Trois secteurs industriels souffrent particulièrement :

- **L'industrie automobile** continue sa chute : -3% en juin 2008 après avoir déjà baissé de 7,9% en mai. Il faut y voir, outre l'insuffisance de pouvoir d'achat en France, la conséquence des politiques de délocalisation très agressives de Renault et PSA.

- **L'industrie des biens intermédiaires** (chimie, bois, papier, carton, produits minéraux...) a vu ses productions reculer de 0,4% en juin et de 1,9% sur le 2^{ème} trimestre. C'est un mauvais signal pour les mois à venir, puisque ces produits sont situés en amont de la chaîne de production.

- **L'industrie agroalimentaire** affiche aussi des performances médiocres. La production y a baissé de 0,9% en juin et de 1,6% sur le 2^{ème} trimestre, la demande ayant sensiblement faibli du fait de la flambée des prix alimentaires depuis la fin 2007.

Il paraît bien difficile pour le patronat de mettre en avant le manque de **compétitivité** de la France, laquelle se mesure, selon eux, par les coûts salariaux avant tout. Selon Eurostat, en effet, les **coûts salariaux horaires français** dans le secteur marchand auraient augmenté de 2,5% entre le 1^{er} trimestre 2007 et le 1^{er} trimestre 2008, au lieu d'un rythme moyen de + 3,3% au cours de l'année écoulée. Notons, parallèlement, que la progression des coûts horaires dans la zone euro atteint 3,3% au début de 2008 en regard d'une moyenne de 2,6% en 2007. L'accélération est sensible en Allemagne et en Espagne. En réalité si des **coûts excessifs** grèvent l'efficacité des productions nationales, il faut les chercher ailleurs :

- **L'insuffisance de formation et de qualification des salariés**, en liaison avec les politiques de bas salaires et d'emplois précaires des patrons fortement encouragées par le gouvernement (exonérations de cotisations sociales patronales). Le taux de participation financière des entreprises à la formation continue ne cesse de reculer depuis le début des années 2000. Et cela en contradiction violente avec les besoins énormes de qualification engendrés par les débuts de la révolution informationnelle.

- **L'insuffisance de demande** engendrée par le chômage, la précarité, les bas salaires et les besoins excessifs d'épargne de précaution des salariés et qui pousse à une sous-utilisation des capacités de production.

- **L'insuffisance de l'effort de recherche-développement des entreprises en France** :

L'intensité de l'effort de R&D fourni par les entreprises (1,34% en 2005 après 1,46% en 2004) place notre pays très loin derrière l'Allemagne (1,71%) et au douzième rang seulement des pays de l'OCDE nettement distancé par le Japon (2,54%) et les Etats-Unis (1,82%). Sur la



Les banques du secteur mutualiste sont les plus touchées.



période 1998-2004, le taux de croissance annuel moyen de la DIRDE (dépense intérieure de R&D des entreprises) en France (+3,3%) nous situe en dessous de la moyenne de l'UE à 15 (+6,3%).

- L'excès considérable des prélèvements financiers contre les prélèvements sociaux :

Il y a un consensus Droite-P.S. pour baisser les « charges sociales » des entreprises (cotisations sociales patronales). Les uns et les autres prétendent plus ou moins que ces charges sont trop lourdes et qu'elles sont le principal handicap pour la compétitivité des entreprises. Au bout du compte, ce serait ces charges excessives qui expliqueraient les mauvais résultats de la France sur le front de l'emploi.

Or ces « charges sociales » sont des charges utiles pour le développement du pays. Les baisser, **y compris de façon prétendument conditionnelle** comme le propose le PS et l'envisage la droite, revient au contraire à déresponsabiliser toujours plus les entreprises au plan social, territorial et national. Cela permet d'accroître les profits disponibles qui sont immédiatement utilisés pour les opérations financières.

Les baisses de « charges sociales » des entreprises accentuent l'insuffisance de salaires et de qualifications. Elles accentuent le déficit de la protection sociale. En tirant tous les salaires vers le bas, elles handicapent la progression des dépôts des salariés sur les comptes courants bancaires, alors que c'est là la principale ressource gratuite des banques. Celles-ci doivent alors, pour compenser, aller emprunter sur les marchés financiers, ce qui augmente le coût de leurs ressources et pousse, alors, à la hausse les taux d'intérêt du crédit. Il faut arrêter de **baisser ces « charges sociales »**. Par contre, on peut et il faut baisser les « charges financières » (intérêts payés aux créanciers, dividendes versés aux actionnaires) pesant sur les entreprises, notamment les PME.

En France, selon les Comptes de la Nation, le total des « charges sociales » payées effectivement par les sociétés non financières est passé de 116,6 milliards

d'euros en 2002 à 142,1 milliards d'euros en 2007. Mais le total des charges financières supportées par ces sociétés est passé, lui, de 182,5 milliards d'euros en 2002 à 314,7 milliards d'euros en 2007 !

Ce sont ces prélèvements financiers étouffants pour les entreprises, l'emploi et les salaires qu'il faut baisser, au lieu de faire reculer les prélèvements sociaux nécessaires, eux, au financement de la protection sociale. *Les communistes proposent de supprimer les exonérations de cotisations sociales des entreprises et d'utiliser l'argent qui leur est alloué à alimenter un **Fonds national pour l'emploi et les qualifications** : les 27 milliards d'euros de compensations de ces exonérations payées par l'Etat en 2007 serviraient, dans ce Fonds, à prendre en charge tout ou partie des intérêts versés aux banques par les entreprises pour leurs crédits à l'investissement. Plus leurs investissements programmeraient d'emplois et de formations et plus serait abaissé, par bonification sélective, le taux d'intérêt des crédits pour les financer. Ainsi l'argent public utilisé, contre l'emploi et les salaires, à « alléger les charges sociales des entreprises », servirait-il à créer des emplois par un allègement sélectif de leurs « charges financières ». Tout de suite, on peut engager la bataille dans les régions pour construire, à l'appui des luttes, les fondations de cette nouvelle institution financière. Il s'agit de la bataille pour imposer la création de **Fonds régionaux pour l'emploi** et la formation qui pourraient être alimentés tout de suite par un redéploiement des lignes de crédits d'action et de développement économiques du budget de chaque conseil régional où la gauche est majoritaire.*

Ce serait là un moyen pour obliger les banques, à partir des luttes, à **accroître leur crédit pour des investissements qui programment effectivement des emplois et des formations dans les régions au lieu de laisser l'argent des dépôts en banques et du crédit servir aux placements financiers et à la spéculation**. Cela pourrait marcher de paire avec l'exigence d'une appropriation sociale des banques (nouveau type de nationalisation) et la création d'un pôle bancaire et financier public autour de la CDC et incluant notamment, les caisses d'épargne et la Banque postale, au lieu de laisser se banaliser le Livret « A » avec la mise en œuvre de la scandaleuse loi LME. Lutter dans ce sens reviendrait aussi à lutter pour une profonde réorientation de la politique monétaire de la BCE.

7 - Déficit extérieur de la France du au déficit social et aux excès financiers en France :

Dans ces conditions le **déficit du commerce extérieur** de la France est appelé à battre de nouveaux records. Ce mauvais résultat s'inscrit dans une tendance négative amorcée dès 2002 et qui n'est pas due qu'à la facture énergétique : entre 2002 et 2007, le solde hors énergie a reculé d'environ 25 milliards d'euros.

Sept catégories de produits sont responsables : la pharmacie, l'aéronautique, les boissons, pour des raisons surtout conjoncturelles ; l'automobile, l'électronique grand public, les métaux non ferreux, la chimie minérale et organique, les produits des industries alimentaires, pour des raisons surtout structurelles.

Cette dégradation est imputable à un renchérissement du coût des importations et aussi au recul et aux **délocalisations** de productions nationales dont, particulièrement, les véhicules automobiles.

Bien sûr, ces évolutions sont liées aussi au taux de change élevé de « l'euro fort » par rapport au dollar. Cela renvoie à l'acceptation par les dirigeants français successifs, jusqu'à l'adoption du projet de traité de Lisbonne, d'une BCE, indépendante, dont la seule mission est la lutte contre l'inflation à partir de la pression à la baisse des dépenses sociales et salariales, pour attirer les capitaux. Cela, en fait, contribue gravement à détériorer nos capacités nationales, à brider durablement la croissance réelle et à encourager les placements financiers, à l'étranger notamment.

8 - Faire reculer le consensus de Lisbonne sur les déficits publics pour une relance efficace :

Avec le ralentissement de la croissance, la faiblesse de l'emploi, l'insuffisance criante des salaires et des qualifications, les impôts rentrent plus mal : On parle de 3 à 5 milliards d'euros en moins au titre de la TVA et de l'impôt sur les sociétés. Et cela, alors que des allègements d'impôts considérables ont été décidés avec le « paquet fiscal ». Simultanément, le coût de la dette grimpe sous l'effet de l'inflation et de la pression à la hausse des taux d'intérêt. On parle d'un surcoût de 2 à 3 milliards d'euros à ce titre pour 2008.

Sarkozy et le gouvernement maintiennent cependant le cap promis à la Commission européenne : ramener le déficit public à 2% du PIB en 2009, après 2,5% promis pour 2008 et 2,7% réalisés en 2007.

Dans ce but, des milliers de suppression d'emplois publics sont prévues, notamment dans l'enseignement, tandis que sont annulés pour 7 milliards d'euros de crédits budgétaires gelés depuis le début de l'année, alors que les besoins explosent à l'hôpital, à l'école, dans la recherche, pour le logement social et la réhabilitation des quartiers défavorisés, pour les transports collectifs, pour la culture...sans parler des besoins de dépenses sociales d'accompagnement.

Pire, le principe de « rigueur budgétaire » à la sauce Lisbonne est acté : Pour la première fois, la loi de finances



Le projet de loi de finances 2009 : une agression sans précédent contre les services publics.

pour 2009 fixera une progression « zéro valeur » pour le budget de l'Etat, **c'est à dire une baisse des crédits hors inflation !**

D'un autre côté, au nom de l'écologie et du « développement durable », une « fiscalité verte » est envisagée qui viendrait, en réalité, grever un peu plus la consommation populaire. Il est question d'étendre les principes du « bonus-malus » à une vingtaine de produits au-delà de l'automobile : taxation accrue sur les produits dits « polluants » et détaxation des « produits écologiques »...de quoi solvabiliser de nouveaux segments de marché au prix, en réalité, de prélèvements plus importants sur les budgets modestes et moyens.

En fait le projet de loi de finances pour 2009 s'annonce comme une agression sans précédent contre les services publics et au détriment des consommations populaires. De concert avec les politiques salariales régressives des entreprises **il peut enfoncer la France dans une récession technique immédiatement et la mettre en situation d'extrême vulnérabilité pour les années 2010-2012 au cours desquelles se produirait une grave récession mondiale.**

C'est dire si, à la rentrée, la contradiction va s'aiguiser entre les besoins sociaux et culturels de développement et de protection des salariés et de leurs familles et la politique de Sarkozy au service des capitaux financiers dont l'accentuation est permise par le consensus PS-droite sur l'Europe et la compétitivité.

La responsabilité du PCF n'en est que plus grande pour aider aux mobilisations nécessaires en mettant en avant, à l'appui des luttes qui vont se développer, des propositions alternatives que la LCR, même transmutée en NPA, est incapable de (et ne veut pas) produire.

Il serait indispensable, en effet, de mettre en cause le **pacte de stabilité européen** pour une relance des dépenses publiques utiles, sous le contrôle décentralisé des citoyens et de leurs élus. Il s'agit des dépenses de santé, d'éducation, de recherche, de logement, de transport, de culture...dont la France devrait prendre l'initiative d'une relance en vue d'une concertation ultérieure avec les autres pays européens. C'est le rationnement de ces dépenses qui cassent la croissance réelle, ce qui ralentit les recettes d'impôts, enfonce dans les déficits perpétuels et accroissent l'endettement public.

Cette relance devrait s'accompagner d'une prise en main régionale et nationale de la politique de crédit, pour un essor des investissements dans la mesure où ils programment des emplois et des formations, avec les bonifications sélectives de taux d'intérêt nécessitant une nouvelle utilisation des **65 milliards d'euros (chiffre 2005) d'aides publiques aux entreprises.**

Cette démarche permettrait de poser en grand la nécessité d'une réorientation en profondeur du statut, des missions et de la **politique monétaire de la BCE.** ■

(1) Insee. Note de conjoncture. Juin 2008.

(2) La valeur ajoutée brute des sociétés non financières se chiffrait à 895,6 milliards d'euros en 2006 et 957,1 milliards d'euros en 2007 (Comptes de la Nation). Avec un taux de croissance prévu de 1,6% pour 2008, cette valeur ajoutée atteindrait, par hypothèse, 972,4 milliards d'euros.